

environnementales et d'engagement communautaire. Elles cherchent également à traduire dans les faits des normes internationales dans des domaines tels que les droits de la personne, les droits au travail et la protection de l'environnement. Disposer d'une approche intégrée de la responsabilité sociale permet aux entreprises de mieux gérer l'impact de la mondialisation des échanges et de l'investissement; ce faisant, elles créent de la valeur pour leurs actionnaires comme pour les communautés et les sociétés où elles exercent leurs activités.

Le gouvernement du Canada est donc activement impliqué dans le développement et la promotion des normes internationales dans le domaine de la responsabilité sociale des entreprises, par exemple les Principes directeurs à l'intention des entreprises multinationales de l'Organisation de coopération et de développement économiques et le Contrat mondial. Le gouvernement encourage fortement les entreprises canadiennes à se conformer à ces principes dans l'exercice de leurs activités, et fait pression en faveur de l'application généralisée d'instruments comme les Principes directeurs susmentionnés afin d'assurer que les entreprises canadiennes présentes à l'étranger soient soumises à des règles du jeu équitables.

À la différence des entreprises, d'autres entités, dont de nombreux **universitaires, organisations confessionnelles, syndicats et regroupements de citoyens**, critiquent souvent la politique commerciale, dans l'optique de leurs réticences face à la mondialisation, ou du moins ce qu'elles nomment la « mondialisation économique ». Elles mettent sérieusement en doute son effet de stimulation de la production et de la consommation, et s'inquiètent de l'adaptation et de l'ajustement économique imposés par des forces externes.

Certains examinent ces problèmes sous l'angle du développement. Bien qu'ils soutiennent généralement le commerce et l'investissement, ils se demandent si les pays en développement sont prêts à s'associer complètement au commerce international et comment les bienfaits de ces activités sont répartis au sein des sociétés. Ils prétendent également que les institutions mondiales chargées de promouvoir le commerce et l'investissement, comme l'Organisation mondiale du commerce et la Banque mondiale, travaillent souvent à des fins contraires sur les dossiers du développement et de l'aide. Ils

